

L'affaire des aviateurs. Le premier coup fut porté contre les aviateurs. Le commandant de la 12^e armée aérienne, le maréchal de l'aviation S.A. Khoudiakov, de même que le commandant en chef des forces aériennes soviétiques, deux fois héros de l'Union soviétique, A.A. Novikov, furent arrêtés. Ils furent soumis à un interrogatoire brutal et systématique.

Afin de pouvoir nous représenter le processus d'enquête, nous nous rapporterons à la source la plus pertinente : la lettre du ministre de la Sécurité d'État, V.S. Abakoumov, adressée à Staline. « Je vous rapporte », écrit le ministre du MGB, « le déroulement de l'enquête menée par les organes du MGB concernant l'affaire des espions, des saboteurs, des terroristes et des complices du groupe clandestin antisoviétique. »

Les arrestations devaient avoir lieu brusquement, et avant l'arrestation d'un important criminel d'État, pour cacher ce fait même de l'arrestation, on recourait à des arrestations confidentielles dans la rue ou encore à quelques circonstances spécialement inventées pour l'occasion. Les procédures de perquisition et de recherche des pièces à conviction furent mûrement réfléchies.

« Lors de l'interrogatoire du détenu », écrivait Abakoumov, « le juge d'instruction tente d'obtenir de lui des déclarations sincères et dignes de foi... » Le juge d'instruction doit utiliser divers moyens d'approche du détenu : tentatives visant à gagner sa confiance, permission de recevoir des



lettres de sa famille, possibilité de lire des livres, octroi de plus de temps de promenade. Dans d'autres cas, le juge d'instruction doit intensifier la pression sur le détenu, le menacer du châtimeut à venir, limiter son droit à la promenade, à la lecture, aux communications avec l'extérieur. Dans d'autres encore, « employer la méthode de la persuasion, en utilisant les convictions religieuses du détenu, les attaches familiales et personnelles, l'amour-propre, la vanité et ainsi de suite ».

Pour les organes du MGB, « les éléments de persuasion » étaient en premier lieu constitués par les déclarations des autres détenus et des témoins. Étaient utilisés en outre : correspondance, livres, photographies, données obtenues par les services de renseignements, surveillance externe, techniques opérationnelles et autres.

Abakoumov s'est arrêté en détail sur les moyens utilisés pour obtenir les aveux des prévenus « qui résistent obstinément... se comportent de manière provocatrice, tentent par tous les moyens de s'opposer à l'instruction ou de la faire déraiper ». Ceux-ci étaient transférés en prison sous le plus sévère des régimes ; on réduisait leur temps de sommeil, limitait leur alimentation, les privait de promenade, de communications extérieures, ou encore on les expédiait au cachot pour une durée allant jusqu'à 20 jours. On leur appliquait des « mesures de pression physique », en vertu des instructions du CC du VKP(b) du 10 janvier 1939. Abakoumov ne décrit pas dans sa lettre à Staline quelles étaient ces



mesures, mais certains renseignements concernant ces instructions du CC du VKP(b) au MGB ont été conservés : « battre à mort¹ ».

Pour obtenir des révélations de la part des accusés, on avait recours à l'infiltration d'agents choisis par les détenus, parmi des collaborateurs de l'administration, ainsi que parmi les membres du MGB.

Toutes ces techniques furent employées contre les généraux. Le premier de ces « procès militaires » fut, comme il a déjà été dit, « l'affaire des aviateurs ». Celle-ci fournit aux juges d'instruction et à leurs collaborateurs de grandes possibilités en ce qui concerne la collecte de matériel compromettant sur Joukov et sur d'autres personnes qui semblaient dangereuses à Staline. L'élément clé de l'enquête fut obtenu grâce au maréchal d'aviation de 43 ans, Sergueï Alexandrovitch Khoudiakov. Il fut brisé par la cruelle procédure d'enquête dès février 1946 : il fut forcé de reconnaître avoir soi-disant caché son lieu de naissance et d'avoir russifié son nom (son véritable nom étant Arméniak Artiomévitch Khanfierianst). On le contraignit à « avouer » son travail d'espionnage au profit des Anglais, son service dans la division « Dachnak » et sa quasi-participation à l'exécution des 26 commissaires de Bakou. Sous la torture², il commença en avril 1946 à livrer des renseignements contre un grand nombre de généraux des forces aériennes soviétiques et d'hommes appartenant à l'industrie aéronautique. Le maréchal Joukov ne fut pas oublié lors de l'interrogatoire.



Les juges d'instruction sont parvenus à ce que Khoudiakov accuse le commandant des forces aériennes, Novikov, l'ingénieur en chef de ces forces, Repine, le commissaire du peuple à l'Aéronautique, de même que leurs collaborateurs, d'avoir « au sein des forces aériennes soviétiques, mené des activités criminelles, commandant à l'industrie aéronautique certains types d'avions et de moteurs ayant des défauts importants, ce qui conduisit à un grand nombre d'accidents impliquant des pertes humaines... Charoukhine (ancien commissaire du peuple à l'Aéronautique – R.P.) savait exactement ce qui se passait au sein des forces aériennes et avait la possibilité « d'aplanir les choses » et Novikov, connaissant tous ces défauts d'un point de vue matériel, ne prit aucune mesure lui-même et n'en parla pas au généralissime³. »

« En ce qui concerne concrètement les actes criminels commis par nous dans les forces aériennes », poursuit Khoudiakov dans ses déclarations, « Novikov, moi, Repine et Chimanol (général-colonel, membre du Conseil militaire des forces aériennes et simultanément directeur du département de l'aviation militaire au sein du CC du VKP(b) – R.P.), je dois avant tout m'arrêter sur les graves défauts de certains types d'avions fournis par l'industrie aéronautique pour l'armement des forces aériennes⁴. » Khoudiakov accusa de même Malenkov, déclarant que celui-ci connaissait les graves défauts au niveau de la production des avions.

Selon les données de Khoudiakov, ces graves défauts, tant au niveau de la conception que de la production, concernaient tous les principaux



types d'appareils de l'aviation militaire : le célèbre YAK, le IL-2, le LA-7, le PE-2, le TU-2. En vertu de ces révélations, il était possible d'accuser de trahison les plus grands ingénieurs d'aviation : Iakovlev, Tupolev, Iliouchine, Lavotchkine, mais aussi les directeurs d'usines produisant des avions et des moteurs.

Staline, ayant pris connaissance du procès-verbal de l'interrogatoire, décida d'en faire connaître le contenu à Molotov, Beria, Malenkov, Jdanov, Boulganine et Mikoïan⁵. On procéda à de nouvelles arrestations, à de nouveaux interrogatoires. L'enquête prit une dimension politique. Le 11 avril, Staline lui-même envoya une lettre à tous les membres et candidats du Politburo, aux secrétaires du CC du VKP(b), A.A. Kouznetsov et G.M. Popov, de même qu'à quelques chefs des forces aériennes et du ministère des Forces armées et de l'Industrie, à C.A. Vierchine, nouveau commandant en chef de l'armée de l'air, à M.V. Khrounitchev, nouveau commissaire du peuple à l'Industrie aéronautique, à A.S. Iakovlev, ingénieur aéronautique et adjoint au commissaire du peuple à l'Industrie aéronautique, à P.V. Diementiev, autre adjoint au commissaire du peuple, ainsi qu'au commandant Vassilevski de l'état-major général.

Staline y écrit : « La vérification des activités des forces aériennes et les plaintes des pilotes sur le front concernant la mauvaise qualité de nos avions ont conduit à la conclusion que l'ancien commissaire du peuple à l'Industrie aéronautique, Chakhourine, qui fournissait les avions pour le



front, de même que l'ancien ingénieur en chef des forces aériennes, Repine, ainsi que son subordonné Seliezniev, qui recevait de Chakhourine les avions, avaient conclu une entente visant à accepter de Chakhourine des avions de mauvaise qualité, en les faisant passer pour des appareils de bonne qualité, pour recevoir ensuite des récompenses pour avoir « rempli » et « dépassé » le plan, trompant ainsi le gouvernement. Ces actions criminelles des personnes susnommées se sont poursuivies pendant près de deux ans et ont entraîné la mort de nos pilotes sur le front. L'ancien commandant des forces aériennes, Novikov, connaissant les crimes des personnes mentionnées plus haut, n'a non seulement pas prévenu le gouvernement, mais en plus, il a interdit à ses subordonnés de le faire, craignant qu'en cas de dévoilement des actions criminelles dont il est ici question, la responsabilité ne retombe avant tout sur lui, c'est-à-dire sur Novikov. Ainsi, les crimes se sont poursuivis, au front on recevait des avions de mauvaise qualité, les accidents se succédaient et nos pilotes payaient cela de leur propre sang.

« Les pilotes du front nous ont aidés à découvrir cela. Il a donc fallu arrêter les coupables des crimes mentionnés plus haut : Chakhourine, Repine, Seliezniev, de même que le membre du conseil de commandement des forces aériennes, Chimanov.

« Suivent les déclarations des prévenus. »

LE SECRÉTAIRE DU CC, I. STALINE ⁶



On trouvait annexé à la lettre un résumé des résultats des interrogatoires de ces prévenus. Remarquons, pour être justes, qu'il n'y avait pas dans ces documents d'informations relatives à l'utilisation de plaintes « des pilotes du front » dans cette affaire. Toutes les accusations furent obtenues par auto dénonciation des accusés¹.

Le 23 avril 1946, A.A. Novikov fut arrêté.

Staline introduisit dans le travail du Politburo et du secrétariat la pratique consistant à informer systématiquement les membres de la haute direction politique de la marche des enquêtes. En avril et mai 1946, apparurent sur la table de ces personnes, des résumés d'interrogatoires. Dans ces résumés alternaient les renseignements sur « les activités criminelles » de ceux qui étaient déjà arrêtés, mais aussi sur celles des chefs politiques et économiques qui travaillaient encore, mais qui à tout moment pouvaient se trouver dans l'obligation d'échanger leur tunique de général contre des vêtements de prisonnier, et leur cabinet de travail contre une cellule de Lefortovo. Et cela concernait directement ces gens qui lisaient ces « résumés des résultats des interrogatoires », préparés et signés par

¹ Il n'est pas exclu que le fils de Staline, Vassili, ait pu influencer sa position : pilote de formation, il se plaignait de la mauvaise qualité technique des avions, du constructeur A.S. Yakovlev, et accusait le commissaire du peuple à l'Industrie aéronautique d'être responsable du retard dans le domaine aéronautique par rapport au reste du monde.



Abakoumov, mais expédiés par le directeur de la section spéciale du CC du VKP(b), Poskrebitchev.

À n'importe quelle seconde de n'importe quel jour, leur nom pouvait y apparaître.

Les 10 et 11 mai 1946, le Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS examina les accusations à l'encontre des prévenus du « procès des aviateurs » et indiqua dans l'énoncé de la sentence que « les accusés, par une entente directe entre eux, avaient introduit dans l'armement des forces aériennes des avions et des moteurs notoirement défectueux, ce qui conduisit à un grand nombre d'avaries et d'accidents au sein des forces aériennes, ainsi que la mort de pilotes ». Chakhourine, Repine, Novikov, Chimanoï, Selezniev, Boudnikov et Grigorian furent condamnés à diverses peines de réclusion.

Ces mêmes 10 et 11 mai 1946, le Collège militaire de la Cour Suprême de l'URSS examina les accusations d'activités antigouvernementales portées contre de A.A. Novikov, A.C. Repine, A.I. Chakhourine, N.S. Chimanoï, N.P. Selezniev et consorts. Ces derniers furent reconnus coupables et condamnés à des peines de 2 à 7 ans de privation la liberté, suivant l'article 193, alinéa 17 « a » du Code pénal de la RSFSR (abus de pouvoir, négligence dans l'exercice de leurs fonctions)⁷.

Le 18 mai 1946, par décision du Politburo du CC du VKP(b) et en vertu de l'arrêté du 11 mai 1946 du Collège militaire de la Cour Suprême de



l'URSS, on retira à A.A. Novikov ses deux titres de héros de l'Union soviétique, et à Chakhourine, celui de héros du Travail socialiste. En outre, tous les responsables de « l'affaire des aviateurs » perdirent leurs titres militaires et leurs hautes distinctions officielles⁸.

La chasse au maréchal Joukov. Nous rappellerons au lecteur qu'en mars 1946, le maréchal était rappelé à Moscou pour y être nommé commandant en chef des troupes terrestres. Bientôt, des différends apparurent entre lui et le substitut du commissariat du peuple aux forces armées, N.A. Boulganine, en ce qui concerne la question de la subordination des forces de réserves du commandement principal, et lors d'une de ces discussions, G.K. Joukov lança cette phrase imprudente : « Aujourd'hui le commissaire du peuple c'est Staline, mais demain cela peut-être un autre. Les lois ne sont pas écrites pour des individus en particulier, mais pour des fonctions concrètes. » N.A. Boulganine ne tarda pas à rapporter cela à Staline⁹.

Joukov se disputait au moment même où les juges d'instruction tentaient de débusquer des témoignages contre lui auprès de tous ceux qui ralentissaient le rouleau compresseur. Les informations nécessaires à l'accusation furent obtenues grâce à l'interrogatoire de l'ancien commandant des forces aériennes, A.A. Novikov. Ce dernier et Joukov étaient par le passé de bons amis. Après l'arrestation et les interrogatoires,



c'est précisément Novikov qui fut utilisé à titre de témoin principal des accusations contre Joukov.

On obtint de Novikov une déclaration selon laquelle Joukov aspirait à rapprocher de lui toute une série de chefs militaires de haut rang, y compris lui-même, Novikov, de même que I.A. Serov. On reprochait à Joukov « d'avoir eu des conversations de façon très rusée et très prudente avec moi (avec Novikov – R.P.) ainsi qu'avec d'autres personnes, tentant de minimiser le rôle dirigeant au cours de la guerre du commandant en chef suprême. En même temps, Joukov ne se gênait pas pour mettre en relief son rôle dans la guerre en tant que chef militaire et il a même déclaré que tous les principaux plans des opérations militaires avaient été élaborés par lui. Ainsi, au cours de plusieurs conversations survenues au cours de la dernière année et demie, Joukov m'a affirmé que les opérations dévastatrices menées contre les Allemands à Leningrad, Stalingrad et sur le saillant de Koursk furent élaborées suivant ses idées à lui, celles de Joukov, et préparées et exécutées par lui. Joukov m'a dit la même chose concernant la destruction des Allemands à Moscou¹⁰. »

Le juge d'instruction rapporta dans le procès-verbal de l'interrogatoire certaines formulations caractérisant le point de vue de Joukov sur Staline : « un ton hautain », « Staline a agi incorrectement », « Joukov critiquait certaines mesures du commandant en chef suprême (Staline – R.P.) et du gouvernement Soviétique¹¹. »



Novikov affirma, lors de l'interrogatoire, qu'après qu'on lui eut retiré le poste de commandant en chef des forces aériennes, il se rendit « dans le cabinet de Joukov pour lui exprimer mon outrage, lui dire que Staline a agi incorrectement en me destituant de mon poste et en arrêtant les gens des forces aériennes. Joukov a soutenu mes déclarations et a dit : « Il faut bien rejeter la faute sur quelqu'un ». Plus encore, Joukov m'a dit : « Regarde, personne n'a dit un mot pour toi, et comment le faire, quand on sait que la décision a été prise par Staline ? ». Bien que Joukov ne l'ait pas dit directement, j'ai compris de cette conversation, qu'il n'était pas d'accord avec la décision du gouvernement de me retirer mon poste de commandant des forces aériennes. » Novikov raconta à Joukov sa dernière rencontre avec Staline, lorsque ce dernier lui annonça son licenciement du poste de commandant. Malenkov fut témoin de cette conversation. « Malenkov connaissait très bien tous les défauts de l'armement des forces aériennes fourni par le commissariat à l'Industrie aéronautique. Lorsque j'ai évoqué cela devant Joukov, il m'a répondu que « désormais plus personne ne te soutiendra, ils tiendront leur langue¹². »

Sur la base des déclarations de Novikov et de celles d'autres généraux arrêtés dans le cadre de « l'affaire des aviateurs », de même qu'en vertu des « services de la Tcheka », du « Smersh » et du MGB qui leur a succédé, Staline, à titre de ministre des Forces armées, avec deux de ses assistants, le maréchal Vasilievski et le général-colonel Boulganine, débutèrent les procédures officielles, suivant toutes les règles bureaucratiques du



secrétariat soviétique, à l'encontre du maréchal Joukov. En apparence, il s'agissait de châtier Joukov pour ses activités en tant que chef militaire.

Le décret de Staline, ministre des Forces armées de l'URSS, fut édicté le 9 juin 1946, avec la mention « ultra secret », décret blessant et humiliant pour Joukov¹³. Il fut personnellement dicté par Staline et commençait ainsi : « Le Conseil des ministres de l'URSS, en vertu de la décision du 3 juin, a ratifié la proposition du Conseil militaire supérieur du 1^{er} juin au sujet du licenciement du maréchal de l'Union soviétique Joukov de son poste de commandant en chef des forces terrestres, de même que de ses fonctions de vice-ministre des Forces armées ».

Suivaient les arguments : « L'ancien commandant des forces aériennes Novikov a envoyé récemment au gouvernement une déclaration sur le maréchal Joukov, dans laquelle il énonçait des faits sur la conduite indigne et nuisible du maréchal Joukov envers le gouvernement et le commandant en chef suprême ». Par une ruse de jésuite (ou plus précisément stalinienne), l'interrogatoire, extorqué à Novikov, était nommé « déclaration au gouvernement ».

L'exécution du décret fut confiée au Conseil militaire supérieur, lequel, était-il déclaré dans le décret, « lors de sa séance du premier juin, a examiné la déclaration de Novikov et a établi que le maréchal Joukov... se considérait offensé, exprimait son mécontentement à l'endroit des décisions du gouvernement et en parlait hostilement à ses subordonnés ».



« Le maréchal Joukov », était-il énoncé dans le décret, « ayant perdu toute modestie et brûlant d'un sentiment d'ambition personnelle, trouvait que ses mérites étaient insuffisamment estimés, s'attribuait, dans ses conversations avec ses subordonnés, un rôle fondamental dans l'élaboration et la tenue de toutes les opérations importantes de la Grande Guerre patriotique, incluant les opérations avec lesquelles il n'avait aucun lien... Avec le plan de liquidation des troupes allemandes à Stalingrad et l'exécution de celui-ci, dont Joukov s'attribue la responsabilité, il n'avait aucun lien... Il est établi que le maréchal Joukov n'avait pas non plus de lien avec le plan de liquidation des troupes allemandes en Crimée, pas plus qu'avec l'exécution de ce plan, bien qu'il s'en attribue le mérite dans ses conversations avec ses subordonnés. De même, il est établi que la liquidation des troupes allemandes à Korsoun-Chevtchenko fut projetée et exécutée non par le maréchal Joukov, *comme il le déclarait* (le texte en italique, ici et par la suite, indique une citation des paroles de Staline), mais par le maréchal Koniev... Enfin, il est établi qu'on ne peut *nier*ⁱⁱ, comme le fait le maréchal Joukov, et tout en reconnaissant le mérite du maréchal Joukov dans la prise du Berlin, que sans le coup porté au sud par les troupes du maréchal Koniev, et sans celui porté au nord par les troupes du maréchal Rokossovski, Berlin n'aurait pas été encerclée et n'aurait pas été prise aussi rapidement qu'elle l'a été ». On accusait aussi Joukov de réunir

ⁱⁱ Rayé par Staline : « passé sous silence ».



autour de lui « des chefs en disgrâce et démis de leurs responsabilités », et de s'opposer au gouvernement et au commandant en chef suprêmeⁱⁱⁱ.

Le décret était signé par le ministre des Forces armées de l'URSS, généralissime de l'Union soviétique, I. Staline.

Le 3 juin 1946, Joukov était nommé commandant du district militaire d'Odessa.

Remarquons que la chute précipitée de Joukov eut lieu au moment même où l'affaire dite « des aviateurs » battait son plein.

Commencèrent alors les arrestations des généraux liés par le service à Joukov ou le protégeant.

Au début de janvier 1947 furent arrêtés V.N. Gordov, héros de l'Union soviétique, général-colonel, ancien commandant des troupes du district militaire de la Volga, son assistant, G.I. Koulik, maréchal, dégradé en 1942 pour sa reddition à Kertch au rang de général-commandant, de même que F.T. Rybaltchenko, général-commandant, chef de l'état-major du même district. Les conversations, enregistrées dans les appartements de Gordov

ⁱⁱⁱ Soulignons un détail : en 1946, de façon inattendue et par l'initiative personnelle de Staline, V.P. Nekrassov fut décoré du prix Staline pour sa nouvelle « Dans les tranchées de Stalingrad ». Outre les qualités littéraires évidentes et indubitables de ce livre, on y trouvait, sans que l'auteur ne l'ait souhaité, un sens particulier pour Staline. S'agissant d'un récit de guerre sans généraux, il constituait pour Staline une confirmation littéraire de sa théorie des « rouages ».



et Koulik par les équipements d'écoute du MGB, fournirent la base des accusations

Les principaux accusés étaient les généraux G.I. Koulik et V.N. Gordov. Chacun avait sa propre histoire.

L'attention particulière portée à Koulik s'explique non seulement par ses hauts titres militaires (d'ailleurs anciens), mais aussi parce qu'il eut le malheur d'être soupçonné par Staline et ses services punitifs dès avant la Grande Guerre patriotique. Staline donna l'ordre d'enlever secrètement la femme du maréchal Koulik qu'il soupçonnait d'espionnage. Selon les paroles de l'assistant de Beria, Merkoulov, on s'empara de la femme du maréchal Koulik dans la rue en mai 1940, on la livra à la prison Soukhanovskaïa, elle fut interrogée pendant un mois et demi, « mais Koulika ne livra aucune information concernant de l'espionnage... Après un certain temps, Beria me dit qu'il fallait fusiller Koulika, puisqu'elle devait disparaître sans laisser de trace, et par la suite annoncer qu'elle était recherchée. À ce sujet, Beria s'est référé aux instructions reçues par lui de I.V. Staline. Aucune décision judiciaire ne fut rendue à son sujet¹⁴. »

Au mari, déclarant la disparition de sa femme, on dit que des recherches seraient menées dans toute l'Union. Elles se poursuivirent du 8 mai 1940, jusqu'en janvier 1952, soit un an et demi après que G.I Koulik eut été fusillé.



La deuxième fois qu'une menace mortelle plana au-dessus du maréchal Koulik, chef de la direction de l'Artillerie de l'Armée rouge, elle ne provint pas de l'adversaire, mais du NKGB. Le général-lieutenant, M.M. Kaioukov, premier assistant du chef de la direction de l'artillerie, fut arrêté au début de la guerre et sous les tortures, accusa son chef, déclarant que le maréchal Koulik l'avait attiré dans une organisation antisoviétique. Bientôt, il réfuta ses déclarations, affirmant « qu'il n'avait jamais été comploteur et ne fut entraîné par personne dans aucune organisation antisoviétique¹⁵. » Kaioukov fut fusillé, mais on laissa cette fois Koulik en paix. Il fut sévèrement puni pour son échec au front en 1942 et fut rétrogradé au rang de général-commandant et privé de toutes ses décorations.

Le maréchal Joukov tenta en 1944 d'intercéder en faveur de l'ancien maréchal déchu Koulik. Joukov racontait dans son entourage qu'en automne 1944, il adressa à Staline une requête pour attribuer l'Ordre de Souvorov à Koulik. Quand Staline refusa, Joukov demanda de permettre de rendre à Koulik les décorations et les médailles dont on l'avait privé au moment de sa dégradation. Staline refusa cependant aussi à Joukov cette demande. « Et à ce moment, Joukov m'a exprimé son indignation de ce que l'on ne l'ait pas soutenu et que Staline ait fait une erreur en rejetant son opinion¹⁶. »



Les conversations des généraux. Le cas de ces généraux est unique en cela qu'ont été conservés, non seulement les « propos d'interrogatoires », extorqués par les bourreaux, revus et corrigés dans la « cuisine de Broverman », comme était nommé dans la langue des tchékistes le secrétariat d'Abakoumov, où on mettait le point final aux procès-verbaux des interrogatoires avant de les expédier « à l'instance », mais aussi les transcriptions des conversations que ces généraux avaient eues chez eux, dans leurs maisons, lors de rencontres avec des gens en qui ils avaient confiance. Ces transcriptions, en quelque sorte une coupe de la conscience politique d'une partie du corps des officiers généraux supérieurs, changent, sous beaucoup de rapports, les idées reçues concernant les généraux soviétiques. Les transcriptions réalisées par les employés du MGB furent la motivation de leur arrestation, de leur procès et de leur condamnation à mort. Donnons la parole aux documents :

Décembre 1946, à l'appartement de V. Gordov, entretien avec sa femme et son adjoint, le général-major F. Rybaltchenko. Le général-colonel Gordov évoque la raison qui l'a obligé à regarder la réalité avec d'autres yeux : « Ce qui m'a perdu, c'est d'avoir été élu député. Voilà en quoi a consisté ma perte. J'ai parcouru diverses régions, et quand j'ai vu tout cela, toutes ces choses effrayantes, j'en fus tout à fait régénéré. Je ne pouvais pas regarder cela... Je peux dire maintenant avoir la conviction, que si aujourd'hui on abolissait les kolkhozes, il y aurait demain un ordre, il y aurait un marché, il y aurait tout. Donnez aux gens le droit de vivre, ils ont



droit à la vie, ils ont gagné eux-mêmes ce droit à la vie, en la défendant ! » Les généraux évoquaient la situation dans les villages, parlaient de la famine, de ce que les gens, à cause de la famine, sont obligés de manger : des chats, des chiens, des rats. F. Rybaltchenko racontait à son interlocuteur, que « dans les kolkhozes, on recueille les miettes de pain. Ils ne laisseront rien, pas même ce qui est nécessaire aux semailles... Il faut dire franchement que les kolkhoziens détestent Staline et attendent sa fin... Ils pensent que quand Staline disparaîtra, les kolkhozes disparaîtront aussi¹⁷. »

Les deux généraux se plaignaient de la corruption, de la flagornerie. Pour les généraux, le plus important sujet de conversation était leur attitude envers Staline. Quand la femme de V. Gordov conseilla de s'adresser directement à Staline, le général-colonel objecta avec émotion : « Bien sûr, pour lui dire que je veux servir sa cause ? C'est pour ça que tu m'envoies ? Je ne peux pas, je ne peux pas. Cela veut dire me mettre à mort politiquement. Je ne veux pas avoir l'air malhonnête devant toi. Cela veut dire que je dois faire le paravent quelque part pour que tu aies un morceau de pain ? Je ne peux pas, je n'ai pas ça dans le sang. Saccager la Russie, c'est tout ce qu'il a fait, puisqu'en effet, il n'y a plus de Russie ! Et je n'ai jamais rien volé à personne. Je ne peux pas être malhonnête. Tu dis tout le temps « va voir Staline ». Cela veut dire aller chez lui et lui dire : « Je suis coupable, j'ai fait erreur, je vous servirai honnêtement et fidèlement ».



Servir qui ? Servir honnêtement la lâcheté, la sauvagerie ? C'est tout simplement l'inquisition, les gens meurent sans raison¹⁸ ! »

Dans leurs conversations, ils rappelaient constamment le maréchal Joukov. « Et voilà que Joukov s'est résigné, il est en service », disait le général Rybaltchenko.

— Il est formellement en service, mais sincèrement il n'aime pas ça , précisait et objectait Gordov.

— Ils sont parvenus à briser un esprit comme celui de Joukov , disait à Gordov sa femme.

— Oui, il n'a plus d'esprit.

— Et il a dit : « Excusez-moi, je ne le ferai plus » et il est parti travailler. Un autre qui aurait eu les mêmes convictions que les tiennes aurait donné sa démission et serait parti loin de tout cela.

— Il ne peut pas, il ne le peut politiquement pas. On n'aurait pas accepté sa démission. Maintenant ils ne nettoient que ceux en qui Joukov avait un peu confiance, ils les éliminent. Et Joukov, ils le soutiendront deux ou trois ans et après, au trou, et c'est tout !

— Je n'ai rien compris. Sur quoi me suis-je brisé la tête ? Ce sur quoi des gens comme Ouborievitch, Toukhatchevski et même Chapochnikov se sont brisés.



La tentative des généraux de formuler une alternative au pouvoir est remarquable : Gordov et Rybaltchenko se persuadent l'un et l'autre : « Nous devons avoir une véritable démocratie » (Gordov).

— Précisément une véritable et honnête démocratie (Rybaltchenko^{iv}).

Le MGB présenta les accusations suivantes :

Contre Gordov, Vassili Nikolaïevitch : « Est accusé de trahison envers la Patrie. En tant qu'ennemi du pouvoir soviétique, il aspirait à la restauration du capitalisme en URSS et avec ses complices... Rybaltchenko et Koulik, proféra en 1946 des menaces à l'endroit des chefs du VKP(b) et de l'État soviétique, affirmait la nécessité de renverser le gouvernement soviétique. Pendant de nombreuses années, il regroupa autour de lui des éléments hostiles, avec qui, dans ses conversations, il clamait d'odieuses calomnies à l'endroit du VKP(b) et du gouvernement soviétique et attaquait méchamment le chef de l'État soviétique... »

Contre Koulik, Grigori Ivanovitch : « Est accusé de trahison envers la Patrie. En tant qu'ennemi actif du pouvoir soviétique, il s'est joint à des éléments hostiles, s'est fait le partisan de la restauration du capitalisme en

^{iv} Le procès contre V. Gordov, F. Rybaltchenko et G. Koulik eut lieu en août 1950. Ces généraux furent accusés d'intention de trahir la patrie, de préparations d'actes terroristes et d'actes antisoviétiques. Ils ne reconnurent pas leur culpabilité et furent condamnés à être fusillés. Ils furent réhabilités six ans plus tard, puisque « l'affaire avait été falsifiée ». Максимова Э., Подслушали и расстреляли//Известия, 16 juillet 1992.



URSS et avec ses complices, Gordov et Rybaltchenko, a exprimé des menaces à l'endroit des chefs du VKP(b) et du gouvernement soviétique... Par ses déclarations... il s'est démasqué comme participant à un complot militaire antisoviétique ».

Contre Rybaltchenko, Filipe Trophimovitch : « Est accusé de trahison envers la Patrie. Avec ses complices Gordov et Koulik, a répandu de méchantes calomnies à l'endroit de l'ordre soviétique, des chefs du VKP(b) et du gouvernement. Partisan de la restauration du capitalisme en URSS, il affirmait la nécessité du renversement du pouvoir soviétique, attaquait le chef de l'État soviétique et avec ses complices, aspirait à supprimer l'appareil politique dans l'armée soviétique¹⁹... »

En vertu de cette présentation des faits d'Abakoumov, sanctionnée personnellement par Staline, ces généraux furent condamnés à la peine de mort²⁰.